

15 juin 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-finlandaises, la lutte contre le terrorisme, la défense européenne, la Grande-Bretagne et l'Union européenne, le conflit ukrainien et sur l'Euro 2016, à Paris le 15 juin 2016.

Mesdames, Messieurs,

J'ai reçu le Premier ministre finlandais, Juha SIPILÄ, qui fait son premier déplacement officiel, ici à Paris, depuis qu'il a accédé à la fonction de Premier ministre. Monsieur SIPILÄ a fait en sorte de nous rendre cette visite dans un contexte qu'il connaît, c'est-à-dire sachant que notre pays a connu, une fois encore, un attentat terroriste à travers la mort de ce couple, dans des conditions atroces et il a voulu nous exprimer, - je le remercie, - sa solidarité, comme il l'avait fait, d'ailleurs, à d'autres périodes.

La lutte contre le terrorisme doit être menée à l'échelle la plus large et donc à l'échelle européenne aussi. Nous devons coopérer davantage pour échanger les informations, pour suivre un certain nombre de filières, connaître les réseaux et aussi être attentifs aux nouvelles formes que peut prendre le terrorisme et dont une des illustrations la plus cruelle a été celle de ce double assassinat avant-hier, c'est-à-dire de terroristes qui identifient des cibles et ensuite veulent les atteindre par tous moyens et en utilisant des armes qui peuvent tuer, même si elles sont rudimentaires, ce qui encore aggrave la cruauté même de l'acte. Mais nous sommes conscients que nous devons mener ce combat ensemble ! Et qu'il n'y a pas de pays qui puisse se dire protégé, qui puisse se dire à l'abri. Que le combat se mène aussi en dehors de nos frontières, puisque c'est en Syrie, c'est en Irak que l'Etat islamique, Daesh, reconnaît ou incite les terroristes à commettre des actes que nous connaissons. La revendication a été faite par l'Etat islamique qui, à travers une agence, a immédiatement donné, si je puis dire, son « label » à l'acte ignoble qui a été commis.

Nous sommes conscients aussi que nous devons assurer notre sécurité, notre protection. Et avec la Finlande, il y a cette volonté que nous partageons de faire de l'Europe de la défense, un de nos enjeux pour la relance même du projet européen. Pour faire en sorte que nous puissions nous organiser davantage qu'aujourd'hui pour assurer la meilleure sécurité pour nos concitoyens. Dans le cadre de nos alliances et - il y aura bientôt la Conférence de Varsovie - dans le cadre aussi de ce qu'est l'Europe et de ce qu'elle peut, en elle-même, parvenir à faire. Je dis ici, que pour ce qui concerne la France, quelle que soit la réponse que feront les Britanniques le 23 juin, la France fera des propositions pour que l'Europe aille plus loin pour sa sécurité, sa protection et sa défense.

Nous avons, avec la Finlande, de très bonnes relations à tous points de vue et notamment économiques, puisqu'il y a eu des accords entre entreprises. L'accord le plus connu et le plus reconnu, c'est avec NOKIA et ALCATEL LUCENT. Cela a donné naissance à un grand groupe industriel qui unit Finlande et France. Il y a également une coopération sur le nucléaire civil qui a connu quelques vicissitudes et qui trouve maintenant, ou qui doit trouver son aboutissement,

d'abord le chantier lui-même puisqu'il est prévu pour se conclure en 2018-2019 et aussi pour trouver les formes pour solder définitivement le contentieux.

Nous avons aussi voulu que les entreprises finlandaises viennent investir ici en France, répondre à des appels d'offres. De la même manière, nous avons des entreprises françaises qui sont en Finlande et qui créent des activités et des emplois.

Nous avons aussi évoqué ce que la situation européenne exige, c'est-à-dire une confiance dans son avenir et notamment par rapport à ce débat qui existe au Royaume-Uni. Je répète ici que nous souhaitons que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne, que c'est sa place ! Mais en même temps que c'est le peuple britannique qui donnera la réponse. Mais nous avons conscience que c'est un choix qui aura des conséquences.

Enfin, nous avons évoqué l'Ukraine, parce que c'est aussi un sujet qui peut inquiéter à nos frontières, compte tenu de ce qui s'y est déjà produit. Là encore, les Accords de Minsk doivent être mis en uvre et c'est ce que nous faisons, dans le cadre du Format Normandie avec Madame MERKEL et les deux Présidents russe et ukrainien, mais c'est toute l'Europe qui se met dans ce processus et qui aura à définir le régime des sanctions en fonction de l'application de l'Accord de Minsk.

Voilà pourquoi nous étions heureux de nous retrouver. Monsieur SIPILÄ est un partenaire au sein du Conseil européen, il siège pas loin de moi et nous avons aussi des thèmes communs et notamment celui de l'agriculture, parce que nos deux agricultures sont aujourd'hui bouleversées par un certain nombre de situations. L'embargo russe, mais aussi la chute des prix, notamment pour un certain nombre de productions et c'est donc ensemble que nous avons fait en sorte que la Commission européenne puisse adapter un certain nombre de ses règlements et nous allons continuer, au Conseil européen, à travailler pour notre agriculture respective.

Voilà pourquoi je souhaite encore tous mes vux de bienvenue au Premier ministre et lui dire que nous sommes très contents qu'il ait voulu venir en France, justement, dans le contexte que nous connaissons.

Enfin, il y a l'Euro et l'Euro de football. C'est un grand événement et pour nous, c'est un événement européen. Une Europe plus large, même, que l'Union des 28, même si tous les 28 ne sont pas représentés à l'Euro, je le sais bien ! Mais pour nous, c'est un grand événement qui doit se faire, là aussi, avec la passion que ce sport peut provoquer, mais les conditions de sécurité qui doivent être optimales. Parce que pour nous, c'est très important que ce grand événement puisse être organisé dans un cadre qui assure pleine protection des spectateurs, ceux qui se rendent aussi dans les « Fan zones ». C'est pourquoi je suis très attaché à ce que cet événement ne puisse pas mobiliser des forces qui pourraient être utiles à d'autres actions et qu'il n'y ait pas aussi d'autres incidents qui appellent des forces qui doivent être mobilisées pour l'Euro de football et pour d'autres risques.

/// Déclaration de Juha SIPILÄ, Premier ministre finlandais ///

LE PRESIDENT : Je remercie le Premier ministre finlandais pour ce qu'il a dit sur le soutien qui nous a été apporté en matière de défense. Il y aura des décisions qui relèvent du gouvernement par rapport à la FINUL, mais il y a d'ores et déjà des réponses qui nous ont été apportées. La Finlande a été l'un des premiers pays à apporter secours au plan du renforcement de sa présence notamment en Afrique. Ce qui nous a permis de redéployer nos forces à l'intérieur. Je voulais vous remercier tout particulièrement.

Journaliste : Sur le Brexit qui est très probable et je crois que c'est un souci, par contre il y a justement le sujet de la politique de la défense européenne, est-ce que là ce serait même encore plus facile si le Royaume-Uni ne faisait pas partie de l'Union européenne.

LE PRESIDENT : Nous avons, la France et le Royaume-Uni, des relations de défense avec ce pays voisin et ami. Donc, ces relations ne sont concernées en aucune façon par le référendum britannique. Ces relations demeureront, quoi qu'il arrive. Mais c'est vrai que pour constituer l'Europe de la défense, mieux vaut être dans l'Union européenne. Merci.